

Je soussigné

.....
Né le à
Demeurant

Déclare m'associer à la double procédure engagée par la Ville d'EROME afin de solliciter l'annulation de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018, publié le 15 octobre 2018, décidant de la fermeture du Centre de Première Intervention d'EROME à compter du 1^{er} novembre 2018.

Je m'associe d'une part à la procédure en référé-suspension engagée par la Ville et l'association de défense devant le Juge des Référés du Tribunal Administratif de GRENOBLE, et m'associe par ailleurs à la procédure au fond en annulation engagée devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE.

A EROME, le

Signature